



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/ECE/1414  
12 décembre 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Cinquante-neuvième session

24-26 février 2004

(Point 8 de l'ordre du jour provisoire)

**APERÇU DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE  
DE LA CEE EN 2003**

Note du Secrétaire exécutif

**Introduction**

1. La coopération technique est un outil important qui accompagne l'exécution des activités du programme de base de la CEE. Elle a pour objet d'aider les pays de la région à appliquer les normes et les règles convenues et à mettre en œuvre les recommandations et instruments juridiquement contraignants voulus grâce au renforcement de leurs capacités institutionnelles et humaines et d'appuyer l'élaboration et l'application des politiques, réglementations et mesures nationales opportunes. Elle aide également les pays intéressés à répondre aux questions transfrontalières et sous-régionales d'intérêt mutuel qui relèvent du mandat et du programme de travail de la CEE.

2. En 2003, les activités de coopération technique ont été exécutées par le personnel permanent de la CEE ainsi que par les conseillers régionaux. Comme les années précédentes, les services de coopération technique ont principalement pris la forme d'ateliers de renforcement des capacités, de séminaires, de voyages d'études, de services consultatifs pour l'élaboration de politiques et de projets opérationnels. Les principales sources de financement ont été les ressources du budget ordinaire de l'ONU allouées à la CEE (essentiellement au titre du programme ordinaire de coopération technique et du Compte des Nations Unies pour le développement), des ressources extrabudgétaires, habituellement versées à des fonds d'affectation spéciale, ainsi que diverses contributions spéciales ou en nature.

3. Le présent rapport donne un aperçu des activités de coopération technique menées en 2003 et de certaines tendances récentes des travaux des conseillers régionaux de la CEE, des projets de coopération technique exécutés au titre des fonds généraux ou locaux d'affection spéciale, de la coopération de la CEE avec des groupements de pays et initiatives sous-régionaux ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales.

4. Il y a lieu de noter qu'en 2003 la poursuite de la réforme de la CEE a notamment conduit à élaborer de nouvelles stratégies de coopération technique en vue d'accroître l'efficacité globale de celle-ci et de répondre aux nouvelles réalités dans la région, notamment les conséquences du prochain élargissement de l'UE. En outre, la coopération technique dans l'ensemble de l'ONU a fait l'objet d'un examen de l'Assemblée générale, dans le cadre de la réforme générale en cours de l'Organisation. Il convient donc de lire le présent rapport dans la perspective des rapports du Secrétaire exécutif sur la réforme de la CEE (E/ECE/1411) et sur la stratégie de coopération technique de la CEE (E/ECE/1411/Add.1).

### **I. Activités de coopération technique exécutées par les conseillers régionaux de la CEE**

5. En 2003, le Conseiller régional pour l'énergie durable s'est attaché à élaborer et à mettre en œuvre des projets d'efficacité énergétique et de renforcement des capacités, notamment: le projet «Efficacité énergétique 21», le projet SPECA (programme spécial pour les économies des pays d'Asie centrale) intitulé «Utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources en eau en Asie centrale», les projets intitulés «Chauffage et alimentation en eau chaude par valorisation de la biomasse au Bélarus», «Réduction des obstacles à la diminution des émissions de gaz à effet de serre» (Kazakhstan et Ukraine), «Mise au point de projets d'investissement dans l'efficacité énergétique en vue d'atténuer les changements climatiques», «Efficacité et sécurité énergétiques dans la CEI», «Suppression des obstacles à la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique au Bélarus» et «Possibilités pour le Bélarus d'adhérer au Protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques». Dans le cadre de ces projets, des stages de formation et des ateliers ont été organisés sur l'élaboration des projets, l'ingénierie financière et l'organisation des entreprises, la création d'un réseau électronique régional d'information pour les institutions des pays d'Asie centrale, l'efficacité et la sécurité énergétiques dans les pays de la CEI et les procédures juridiques et normatives nécessaires en cas d'adhésion du Bélarus au Protocole de Kyoto. Parmi les activités de renforcement des capacités, on peut citer la création de centres d'efficacité énergétique et de production moins polluante au Kazakhstan et au Kirghizistan, ainsi que la création de zones de démonstration de gestion efficace de l'énergie au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ukraine.

6. Les activités du Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME ont essentiellement porté sur les domaines suivants: l'élaboration de politiques nationales pour les PME et l'échange de données d'expérience sur les meilleures pratiques dans ce domaine, des systèmes de gestion de la qualité et de l'environnement pour les entreprises, la création de liens entre les sociétés transnationales et les PME, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et le financement des PME. En 2003, des services consultatifs sur les politiques nationales pour les PME ont été notamment fournis au Bélarus, à la République de Moldova et aux pays en transition du Caucase du Sud. Le rapport de la CEE sur les PME dans les pays en transition en 2000-2001 a été publié. Des données d'expérience sur les meilleures pratiques en matière de développement

de l'entrepreneuriat ont été échangées au cours du forum consacré aux performances du secteur des PME en Croatie et en Slovénie. Des services consultatifs ont été fournis au cours d'ateliers consacrés à la promotion des PME: développement de l'entrepreneuriat des jeunes, mise en réseau pour les PME, développement des PME dans les pays en transition du Caucase du Sud, Forum de la CEI sur la jeunesse et deuxième Forum CEE sur les femmes chefs d'entreprise.

7. Le Conseiller régional pour l'environnement a axé son action sur la mise au point et l'exécution de projets et d'activités concernant l'eau, la fourniture de conseils sur l'élaboration de politiques nationales de l'environnement et la coopération sous-régionale ainsi que la ratification et la mise en œuvre des conventions CEE dans le domaine de l'environnement. On citera notamment: le projet SPECA sur l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources en eau en Asie centrale (exécuté conjointement avec le Conseiller régional pour l'énergie durable), une assistance consultative à l'élaboration de l'initiative intitulée «Environnement, eau et sécurité en Asie centrale» pour la Conférence des ministres de l'environnement à Kiev (mai 2003), un projet pour appuyer la création d'une commission Kazakhstan-Kirghizistan pour les fleuves Chu et Talas, des services consultatifs sur la surveillance et la modélisation de la pollution atmosphérique, le développement de la coopération entre les pays du bassin de la Save, la coopération des pays d'Europe orientale et d'Asie centrale dans le domaine des eaux transfrontières, la modernisation des administrations publiques dans les domaines de la santé, de l'eau et de la gestion des déchets dans le Caucase du Sud et la participation aux études de performance environnementale en Géorgie et en Azerbaïdjan. Le Conseiller régional a organisé un séminaire sur l'environnement, l'eau et la sécurité en Asie centrale et un atelier sur la coopération dans le domaine des eaux transfrontières en Europe orientale, au Caucase et en Asie centrale. Les activités de renforcement des capacités ont notamment porté sur la création d'un réseau sous-régional de juristes en Europe du Sud-Est pour favoriser l'acceptation et la mise en œuvre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement.

8. Le Conseiller régional pour la promotion de l'investissement s'est attaché à favoriser les partenariats public-privé, à protéger et à faire appliquer les droits de propriété intellectuelle, à mettre en œuvre le programme intitulé «Les ressources foncières au service du développement» et s'est intéressé aux aspects économiques et environnementaux de la sécurité. Il a fourni des services consultatifs, en particulier durant le Forum consacré au programme du Groupe consultatif de l'immobilier «Les ressources foncières au service du développement», le Forum sur la bonne gouvernance dans les partenariats public-privé pour le développement de l'infrastructure, la session annuelle du Groupe consultatif CEE sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement, le Forum économique annuel de l'OSCE et le Séminaire CEE/OSCE sur les nouvelles stratégies visant à renforcer les aspects économiques et environnementaux de la sécurité.

9. Le Conseiller régional pour les statistiques s'est surtout attaché à aider les pays en transition à appliquer les normes statistiques internationales et à renforcer leurs moyens statistiques. En particulier, il a fourni des services consultatifs à ce propos, en collaboration avec le personnel de la Division de statistique, à la République de Moldova et à la Serbie-et-Monténégro, pour élaborer une nouvelle législation statistique; à l'Albanie pour renforcer ses moyens statistiques d'élaboration d'indicateurs liés aux objectifs du Millénaire; à la Bosnie-Herzégovine pour évaluer son système statistique; à l'ex-République yougoslave de Macédoine pour préparer et réaliser les recensements de la population et des habitations;

enfin, sur les questions de comptabilité nationale intéressant les pays en transition. Il a également apporté des services consultatifs pendant le séminaire CEE/Banque mondiale consacré à l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle et dans le cadre du projet CEE/PNUD sur la production de statistiques du développement humain et la description du changement social dans les pays d'Europe centrale et orientale et la CEI.

10. Le Conseiller régional pour la facilitation du commerce s'est principalement attaché à fournir des services consultatifs aux pays en transition de l'Europe du Sud-Est, en particulier dans le cadre de l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI) et le Pacte de stabilité: projet CEE/SECI sur l'examen des régimes de visas, projet conjoint CEE/ONU/DC/SECI d'échange et de formation de spécialistes de l'application des lois dans la région de la SECI et du Pacte de stabilité, projet de développement d'un système de vérification a posteriori des dédouanements au sein des administrations douanières de la région de la SECI et du Pacte de stabilité, projet de réforme des douanes bulgares, promotion du projet «UNeDocs», étude des possibilités de lancement de projets pilotes concernant «UNeDocs» et le guichet unique et appui à l'Initiative pour une Europe du Sud-Est en ligne.

11. Le Conseiller régional pour les transports a principalement fourni des services consultatifs aux pays en transition dans le cadre du projet SPECA de développement de l'infrastructure des transports et de facilitation du passage des frontières, des projets d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) et de chemin de fer transeuropéen (TER), du projet inscrit au Compte des Nations Unies pour le développement concernant le renforcement des capacités de création de liaisons terrestres et terrestres/maritimes interrégionales ainsi que d'autres projets relatifs à l'aménagement de couloirs de transport paneuropéen et de liaisons entre l'Europe et l'Asie. Des services consultatifs visaient également à promouvoir les instruments juridiques de la CEE dans le domaine des transports et de la coopération avec le secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé pour contribuer à l'exécution de projets.

12. Dans l'ensemble, le volume des ressources affectées aux activités de coopération technique exécutées par les conseillers régionaux en 2003 au titre du programme ordinaire de coopération technique (chap. 21) est demeuré à peu près le même qu'en 2002. Le nombre des conseillers régionaux a toutefois diminué, passant de 10 au début de l'exercice biennal à 7 en 2003, 2 d'entre eux ayant pris leur retraite (le Conseiller régional pour les transports en 2002 et le Conseiller régional pour les questions et politiques de développement en 2003) et le Conseiller régional pour la promotion de la femme n'ayant pas été remplacé puisque ce domaine relève déjà du chapitre 18 du budget ordinaire. Les frais liés à la cessation de service des deux conseillers régionaux qui avaient une longue ancienneté ayant dû être imputés sur le volume fixe des fonds disponibles au titre du chapitre 21, il n'a pas été possible de les remplacer dans l'immédiat. Les dépenses engagées au titre du chapitre 21 recouvrent les traitements et les frais connexes (par exemple indemnités et frais liés à la cessation de service et au rapatriement) des conseillers régionaux et les frais de voyage pour consultations dans la région.

13. La structure sectorielle des ressources financières inscrites au chapitre 21 du budget ordinaire en 2002 et en 2003 est indiquée dans le tableau 1. Comme il ressort du tableau, la plupart des ressources (47,5 %) ont été allouées à des services consultatifs au titre du mandat du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (quatre conseillers régionaux relevaient de ce secteur général) suivies des activités prescrites par le Comité des transports intérieurs (16,8 %).

Tableau 1. Structure sectorielle des dépenses au titre du programme ordinaire de coopération technique (chap. 21 du budget ordinaire): activités des conseillers régionaux au 31 octobre 2003

Sous-programme	2002-2003 <sup>1</sup>		2002 <sup>2</sup>		2003 <sup>3</sup>	
	Dollars É.-U.	%	Dollars É.-U.	%	Dollars É.-U.	%
Environnement	408 600	14,0	176 237	12,1	186 262	15,4
Transports	491 500	16,8	268 124	18,5	180 297	14,9
Statistiques	289 900	9,9	116 401	8,0	140 422	11,6
Énergie durable	345 200	11,8	163 502	11,3	143 303	11,8
Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise <sup>4</sup>	1 383 700	47,5	725 904	50,1	560 364	46,3
<b>Total</b>	<b>2 918 900</b>	<b>100</b>	<b>1 450 168</b>	<b>100</b>	<b>1 210 648</b>	<b>100</b>

<sup>1</sup> Montant total révisé du crédit alloué d'après le deuxième rapport sur l'exécution du budget.

<sup>2</sup> Dépenses de janvier à décembre 2002.

<sup>3</sup> Dépenses de janvier à octobre 2003.

<sup>4</sup> Y compris les activités des conseillers régionaux pour les questions et politiques de développement, pour l'entrepreneuriat et les PME, la promotion des investissements et la facilitation du commerce.

14. La répartition géographique des activités exécutées par les conseillers régionaux en 2003 en pourcentage de l'ensemble des missions consultatives figure au tableau 2. Si celle des missions de services consultatifs régionaux entre les pays en transition n'a pas fondamentalement changé en 2003 par rapport à 2002 (voir le tableau 3 du document E/ECE/1403), le nombre des missions a sensiblement diminué: 73 de janvier à septembre 2003 contre 110 au cours de la période correspondante de 2002 (soit 34 % de moins). Cela s'explique par la réduction des fonds inscrits au chapitre 21 au titre des missions de consultations régionales en raison des dépenses importantes (traitements et frais connexes) entraînées par la cessation de service des conseillers régionaux (comme mentionné au paragraphe 12 ci-dessus) et de l'affaiblissement du dollar des États-Unis. Le montant total des frais de voyage pour des missions de consultations régionales au titre du chapitre 21 s'élevait à 133 439 dollars en 2002 et à seulement 94 600 dollars en 2003. Il y a toutefois lieu de noter qu'outre les ressources inscrites au chapitre 21 du budget ordinaire, une partie des missions a été financée au moyen de ressources extrabudgétaires versées par des pays ou organismes donateurs.

Tableau 2. Répartition géographique et par secteur des services consultatifs régionaux fournis par la CEE en 2003 (en pourcentage de l'ensemble des missions de consultation)

Pays	Questions de développement	Énergie durable	Entrepreneuriat et PME	Environnement	Promotion des investissements	Statistiques	Facilitation du commerce	Transports	Total
Albanie						9,1	10,0		2,1
Arménie									
Azerbaïdjan								10,5	2,1
Bélarus		31,2	10,0						6,2
Bosnie-Herzégovine						18,2			2,1
Bulgarie							40,0		4,1
Croatie			20,0						2,1
Estonie									
Ex-République yougoslave de Macédoine									
Fédération de Russie		18,8		11,1				5,3	6,2
Géorgie				5,6					1,0
Hongrie			10,0					10,5	3,1
Kazakstan		18,8		27,7		9,1			9,2
Kirghizistan		18,8		16,6					6,2
Lettonie				5,6					1,0
Lituanie									
Ouzbékistan				5,6					1,0
Pologne								10,5	2,1
République de Moldova			10,0			9,1			2,1
République tchèque					9,1				1,0
Roumanie							30,0		3,1
Serbie-et-Monténégro						9,1	10,0		2,1
Slovaquie						18,2		5,3	3,1
Slovénie			10,0						1,0
Tadjikistan	100,0			5,6					3,1
Turkménistan									
Ukraine		12,4	10,0					5,3	4,1
Autres*			30,0	22,2	90,9	27,2	10,0	52,6	31,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* Missions que les conseillers régionaux effectuent dans d'autres pays qui ont souvent accueilli des activités de renforcement des capacités et des services consultatifs en matière de politique pour un ou plusieurs pays en transition et aussi afin d'obtenir l'appui des pays les plus avancés de la région, notamment la mobilisation de fonds pour l'assistance technique destinée aux pays en transition. Ces missions comprennent des consultations avec des responsables gouvernementaux et des représentants d'organisations internationales ou sous-régionales telles que l'Union européenne, l'OSCE, la Banque mondiale, la BERD, l'UNESCO, la SECI, l'IEC, etc.

15. Lorsque l'on analyse la répartition géographique des missions de services consultatifs régionaux présentée au tableau 2, il convient également de tenir compte du fait que les services fournis à un pays figurant dans le tableau intéressent bien souvent non seulement ce pays mais aussi d'autres pays qui participent à un projet ou à une activité multinationale et/ou sous-régionale. Pour plus de renseignements sur ces missions, voir l'annexe I.

## II. Projets de coopération technique exécutés par la CEE dans le cadre des fonds généraux ou locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique et d'autres sources de financement des activités opérationnelles

16. Une part importante des activités de coopération technique de la CEE sont financées grâce à un portefeuille de ressources extrabudgétaires: a) contributions aux fonds généraux d'affectation spéciale de la CEE (11) et fonds locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique (26) et b) contributions du PNUD, du FNUPI et du FNUAP (7). Des précisions sur ces fonds figurent à l'annexe II.

17. On notera qu'aux 11 nouveaux projets/activités ainsi financés en 2002 sont venus s'ajouter en 2003 4 nouveaux projets ou nouvelles activités.

18. Selon le domaine et les objectifs des différents projets, ces derniers ont été exécutés soit par le personnel permanent, soit par les conseillers régionaux, soit par les deux. Les dépenses au titre de ces fonds sont récapitulées par sous-programme dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3. Répartition sectorielle des dépenses financées au moyen des fonds généraux ou locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique et d'autres sources, au 31 octobre 2003

Sous-programme	2002 <sup>1</sup>		2003 <sup>2</sup>	
	Dollars É.-U.	%	Dollars É.-U.	%
1. Environnement	3 361 614	50,0	3 096 089	52,6
2. Transports	793 488	11,8	828 014	14,1
3. Statistiques	220 470	3,3	61 831	1,1
4. Analyse économique	320 216	4,7	479 286	8,2
5. Énergie durable	1 009 550	15,0	491 064	8,4
6. Développement du commerce	242 996	3,6	418 501	7,1
7. Bois	48 040	0,7	1 750	0,0
8. Établissements humains	147 067	2,2	166 613	2,8
9. Restructuration industrielle	198 825	2,9	74 408	1,3
Bureau du Secrétaire exécutif	313 626	4,7	231 107	3,9
Groupe de coordination des activités opérationnelles	72 104	1,1	31 536	0,5
<b>Total</b>	<b>6 727 996</b>	<b>100,0</b>	<b>5 880 199</b>	<b>100,0</b>

<sup>1</sup> Dépenses de janvier à décembre 2002.

<sup>2</sup> Dépenses de janvier à octobre 2003.

19. Comme il ressort du tableau ci-dessus, la majeure partie des ressources extrabudgétaires a été consacrée en 2002 au sous-programme «Environnement» (50 %), suivi des sous-programmes «Énergie durable» (15 %) et «Transports» (11,8 %). Cette hiérarchie traduit l'importance qu'accordent les pays en transition aux questions d'environnement, d'énergie et de transports. En 2003, cet ordre est demeuré quasi inchangé: les trois premières places étaient occupées par les mêmes sous-programmes: Environnement (52,6 %), Transports (14,1 %) et Énergie (8,4 %).

20. En 2003, trois projets financés par le Compte des Nations Unies pour le développement ont été exécutés, à savoir: le projet SPECA sur l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources en eau en Asie centrale (CEE et CESAP, 2001-2003, 1 750 000 dollars), le projet sur le renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques dans la région méditerranéenne (CEE, CESAO et CEA, 2002-2003, 600 000 dollars), et le projet sur le renforcement des capacités de création de liaisons terrestres et terrestres/maritimes interrégionales (CEE, CESAP, CEPALC, CEA et CESAO, 2002-2006, 1 250 000 dollars). En outre, deux nouveaux projets envisageant une coopération interrégionale ont été mis au point et soumis au Compte des Nations Unies pour le développement, pour financement, l'un intitulé «Renforcement des capacités de gestion de la qualité de l'air et d'application des techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale» (CEE, CESAP et PNUE, 2004-2006, 680 000 dollars) et l'autre «Renforcement des capacités en vue de l'exploitation rationnelle, de la mise en valeur et de la protection des ressources en eau souterraines communes à plusieurs États dans la région méditerranéenne» (CESAO, CEA, CEE, UNESCO et Département des affaires économiques et sociales, 2004-2006, 360 000 dollars).

21. En outre, des organisations hôtes, des donateurs nationaux et internationaux et des entités privées ont versé des contributions pour des projets ou des activités qui n'étaient pas gérés par la CEE mais à l'exécution desquels celle-ci participait. On peut notamment citer: l'assistance technique du Groupe consultatif sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement, financée par des entités privées (86 200 euros), des séminaires, ateliers et autres activités dans le cadre de la Convention CEE sur l'eau, financés en partie par l'Estonie, la Finlande, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Suède, le Bureau régional du PNUE pour l'Europe et le programme TACIS de l'UE, des ateliers sur les PME financés en partie par la Fondation Konrad Adenauer (100 000 euros) et Israël (40 000 dollars), le Département des affaires économiques et sociales qui a pris à sa charge à concurrence de 21 000 dollars les dépenses de certains participants de pays en transition au Forum de la CEI sur la jeunesse en Ukraine, la contribution de 50 000 dollars de l'Agence des États-Unis pour le développement international aux activités de l'Alliance pour les partenariats public-privé, le concours financier apporté par TECHNOBORSA (Italie) aux activités entreprises dans le cadre du programme du Groupe consultatif de l'immobilier sur les ressources foncières au service du développement.

### III. Coopération technique avec des groupements sous-régionaux de pays

22. La coopération technique avec le secrétariat international permanent de la **Coopération économique de la mer Noire (CEMN)** qui repose sur l'accord de coopération signé en juillet 2001 s'est développée avec bonheur dans les domaines de l'entrepreneuriat et des PME ainsi que des transports. Les activités visaient essentiellement à favoriser la mise en œuvre de la déclaration adoptée en 2001 par la CEMN sur les PME à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle ainsi que du plan d'action pour les transports et le mémorandum d'accord sur la facilitation du transport



routier de marchandises. Des services consultatifs ont en particulier été fournis durant les ateliers organisés par la CEMN, la CEE et la Fondation Konrad Adenauer sur la promotion des PME et le développement de l'entrepreneuriat des jeunes (République de Moldova, mars 2003) et sur le développement des ressources d'information à l'intention des chefs d'entreprise sur l'Internet et la construction de sites Web (Fédération de Russie, juin 2003). Une aide consultative a été apportée aux groupes de travail de la CEMN sur les PME et les transports. Des consultations entre les deux secrétariats étaient en cours pour renforcer leur coopération dans les domaines connexes des transports et de la facilitation du commerce, de la protection de l'environnement et de l'énergie durable.

23. La coopération technique avec l'**Initiative d'Europe centrale (IEC)** est fondée sur le mémorandum d'accord et l'accord de coopération pour l'assistance technique à l'IEC (mai 1998) s'est développé dans les domaines de la promotion des investissements, de l'entrepreneuriat et des PME, notamment du microfinancement, des normes agricoles, des transports et des questions concernant les femmes. La CEE a en particulier fourni des conseils techniques pour la mise en œuvre du projet Banque mondiale/IEC intitulé «Microfinancement et services consultatifs destinés aux zones rurales d'Albanie» et du projet IEC/FAO intitulé «Programme concernant le commerce de gros». Des services consultatifs ont été fournis aux groupes de travail IEC sur les PME et les transports. Dans le domaine des transports, des négociations étaient en cours avec le secrétariat de l'IEC pour resserrer la collaboration dans la mise en œuvre des projets TEM et TER. Enfin, une assistance consultative a été fournie pendant l'atelier de l'IEC sur la mise en réseau des PME (Croatie, septembre 2003), la Conférence internationale «Les problèmes posés et les chances offertes par l'élargissement de l'UE aux PME des pays de l'IEC» (Slovénie, novembre 2003) et le Forum économique de l'IEC (Varsovie, novembre 2003) sur le développement des entreprises, l'entrepreneuriat féminin, la société de l'information et les normes agricoles.

24. La coopération technique avec le Comité économique inter-États de l'Union économique de la **Communauté d'États indépendants (CEI)** découle du mémorandum sur l'interaction signé en avril 1997. En 2003, la CEE a consacré une partie importante de ses activités d'assistance technique aux pays membres de la CEI et la coopération avec les organes de celle-ci a été axée sur les questions énergétiques et le développement de l'entrepreneuriat, en particulier dans le cadre du projet sur l'efficacité et la sécurité énergétiques dans la CEI. Des services consultatifs ont été fournis pendant le Forum de la CEI intitulé «La jeunesse au XXI<sup>e</sup> siècle: réalités et perspectives» (Ukraine, septembre 2003) et l'atelier sous-régional sur l'efficacité et la sécurité énergétiques dans la CEI (Kirghizistan, juillet 2003), tous deux organisés en coopération avec le Comité exécutif de la CEI. Un projet de déclaration de la CEI sur les PME à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et un projet de création d'un réseau de centres d'entrepreneuriat des jeunes étaient en cours d'établissement.

25. Dans le cadre du **programme spécial pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA)**, des services consultatifs ont été fournis pour la mise en œuvre des projets ci-après: «Utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources en eau en Asie centrale», «Développement de l'infrastructure des transports et facilitation du passage des frontières» et «Conférence économique internationale sur le Tadjikistan dans le contexte régional de l'Asie centrale». En particulier, des services consultatifs ont été fournis dans le cadre de ces projets pour l'organisation d'une conférence au Tadjikistan (Douchanbé, avril 2003), de la Conférence de la CEE sur le SPECA (Genève, juin 2003), de la Conférence finale sur les problèmes

de coopération internationale en matière d'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources en eau en Asie centrale (Bichkek, novembre 2003) et lors de sessions de groupes de travail, ateliers, séminaires de formation et stages.

26. En ce qui concerne la coopération dans le cadre de la **SECI et du Pacte de stabilité**, des services consultatifs ont été fournis pour le projet SECI sur l'examen des régimes de visas, le programme SECI/Banque mondiale-TTFSE pour la facilitation du commerce, le projet conjoint CEE/ONU/DC/SECI d'échange et de formation de spécialistes de l'application des lois, le développement d'un système de vérification a posteriori des dédouanements au sein des administrations douanières, la promotion et la facilitation d'un développement durable des services douaniers, les projets concernant le transport sur le Danube, les infrastructures de transport, etc.

#### **IV. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales**

27. Dans l'apport d'une assistance technique aux pays en transition, la CEE a poursuivi sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales afin d'éviter les doubles emplois et le doublonnage des activités et d'améliorer la synergie. À cette fin, elle fait fond à la fois sur les ressources financières et les compétences techniques dont disposent ces organismes.

28. Au sein du système des Nations Unies, le PNUD a été le principal partenaire et bailleur de fonds, dans presque tous les domaines d'assistance technique de la CEE. Parmi les organisations régionales, les principaux partenaires ont été la Commission européenne et l'OSCE.

29. La CEE a continué à entretenir des relations et une collaboration étroites avec les commissions régionales de l'ONU, en premier lieu la CESAP, en particulier sur les trois projets SPECA. La coopération avec la CESAO et la CEA s'est poursuivie dans le cadre du projet sur le renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques dans la région méditerranéenne, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement. Les cinq commissions régionales ont collaboré à la mise en œuvre d'un autre projet sur le renforcement des capacités de création de liaisons terrestres et terrestres/maritimes interrégionales, également financé par le Compte. En 2003, deux nouveaux projets envisageant une coopération interrégionale ont été mis au point et soumis au financement du Compte: l'un sur le renforcement des capacités de gestion de la qualité de l'air et d'application des techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale et l'autre sur le renforcement des capacités en vue de l'exploitation rationnelle, de la mise en valeur et de la protection des ressources en eau souterraines communes à plusieurs États dans la région méditerranéenne (CESAO, CEA, CEE, UNESCO et Département des affaires économiques et sociales).

30. Dans l'ensemble, la coopération s'est développée dans les domaines suivants: énergie durable – avec le PNUD, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Fondation pour les Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), la Commission européenne, la BERD; l'environnement et les établissements humains – avec le PNUD, la Banque mondiale, le PNUE, l'UNESCO, la Commission européenne, l'OSCE, la BERD, l'AEE; la promotion des investissements – avec l'OMPI, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'OSCE, la Chambre de commerce internationale (CCI); les statistiques – avec le PNUD, la Banque mondiale, la Commission européenne, le Conseil de l'Europe,

Eurostat, l'OSCE; la facilitation du commerce – avec la Banque mondiale, la CNUCED, l'ONUDI, la Commission européenne, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'OMC, la CCI; les transports – avec la Banque mondiale, la Commission européenne, la BERD, la BAD. Une coopération occasionnelle s'est aussi poursuivie avec le Département des affaires économiques et sociales et l'OIT.

**Annexe I****Activités des conseillers régionaux en 2003**

<b>Pays</b>	<b>Objet</b>
<b>Questions et politiques de développement</b>	
Tadjikistan	Exécution d'un projet SPECA et services consultatifs aux autorités gouvernementales, Douchanbé, 18-23 février 2003 et 2-4 avril 2003
<b>Énergie durable</b>	
Bélarus	<p>Élaboration et mise en œuvre de trois projets d'efficacité énergétique, Minsk, 10-19 février 2003</p> <p>Exécution d'un projet sur les changements climatiques et l'efficacité énergétique, Minsk, 22-27 mai 2003</p> <p>Mise en œuvre de deux projets d'efficacité énergétique, Minsk, 23-29 juillet 2003</p> <p>Élaboration et mise en œuvre de trois projets d'efficacité énergétique, Minsk, 18-28 août 2003</p> <p>Mise en œuvre de trois projets d'efficacité énergétique, Minsk, 25 novembre-4 décembre 2003</p>
Kazakhstan	<p>Mise en œuvre d'un projet SPECA, Almaty, 13-17 avril 2003</p> <p>Mise en œuvre de projets SPECA et autres, Almaty, 14-17 juillet 2003</p> <p>Mise en œuvre de projets SPECA et d'efficacité énergétique, Almaty, 9-11 novembre 2003</p>
Kirghizistan	<p>Mise en œuvre d'un projet SPECA et d'un projet sur l'efficacité et la sécurité énergétiques dans la CEI, Bichkek, 7-12 avril 2003 et 7-13 juillet 2003</p> <p>Mise en œuvre d'un projet SPECA, Bichkek, 3-8 novembre 2003</p>
Fédération de Russie	<p>Mise en œuvre d'un projet SPECA et consultations avec des responsables de la CEI au sujet de la mise en œuvre du projet sur l'efficacité et la sécurité énergétiques dans la CEI, Moscou, 9-16 mars 2003 et 5-13 juin 2003</p> <p>Mise en œuvre d'un projet SPECA et de trois autres projets, Moscou, 21-29 octobre 2003</p>
Ukraine	<p>Services consultatifs durant le Séminaire international intitulé «Efficacité énergétique: le chemin parcouru d'Aarhus à Kiev» et mise en œuvre d'un projet d'efficacité énergétique, Kiev, 19-21 mai 2003</p> <p>Élaboration et mise en œuvre de cinq projets, Kiev, 30 septembre-10 octobre 2003</p>
<b>Entrepreneuriat et développement des PME</b>	
Bélarus	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, Minsk, 25-29 août 2003

Pays	Objet
Croatie	Services consultatifs durant l'atelier de l'IEC sur la mise en réseau des PME, Lovran, 4-7 septembre 2003 Services consultatifs durant la Conférence internationale sur les PME, Zagreb, 15-17 octobre 2003
Hongrie	Services consultatifs durant la plateforme d'échanges consacrée par l'UE à la mise en réseau des problèmes et des possibilités pour les organismes de soutien aux entreprises, 20-22 novembre 2003
République de Moldova	Services consultatifs durant l'atelier CEMN/Fondation Konrad Adenauer sur la promotion des PME et le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et services consultatifs aux autorités gouvernementales, Chisinau, 25-29 avril 2003
Slovénie	Services consultatifs durant la cinquième conférence internationale consacrée aux problèmes posés et aux chances offertes par l'élargissement de l'UE aux PME des pays de l'IEC, Piran, 5-7 novembre 2003
Suisse	Services consultatifs durant la conférence sous-régionale de l'OSCE sur la promotion des PME, Berne, 14-16 mai 2003
Turquie	Services consultatifs durant l'atelier consacré au développement des PME dans les pays en transition du Caucase du Sud, Istanbul, 29 octobre-2 novembre 2003
Ukraine	Services consultatifs durant le Forum de la CEI intitulé «La jeunesse au XXI <sup>e</sup> siècle: réalités et perspectives», Kiev, 23-27 septembre 2003
Royaume-Uni	Services consultatifs durant la quarante-huitième conférence mondiale de l'International Council of Small Business ayant pour thème la promotion de l'entrepreneuriat et des petites entreprises, Belfast, 15-19 juin 2003
<b>Environnement</b>	
Belgique	Services consultatifs en rapport avec le projet SECI pour le Danube, Bruxelles, 11 et 12 mars 2003
Géorgie	Services consultatifs durant les réunions internationales sur la stratégie en matière d'environnement et le programme d'action environnementale des nouveaux États indépendants, Tbilissi, 7-11 février 2003
Grèce	Services consultatifs durant la conférence internationale ayant pour thème «Un développement durable pour une paix pérenne», Athènes, 6 et 7 mai 2003
Kazakhstan	Organisation du Séminaire «Environnement, eau et sécurité en Asie centrale», participation à ce séminaire et élaboration d'un projet, Almaty, 27 janvier-1 <sup>er</sup> février 2003 Élaboration de projets et services consultatifs aux autorités gouvernementales, Almaty, 12-15 avril 2003 Mise en œuvre d'un projet et services consultatifs aux autorités gouvernementales, Almaty, 11-15 juillet 2003 Élaboration et mise en œuvre de projets, Almaty, 7-13 octobre 2003, 10 et 11 novembre 2003

<b>Pays</b>	<b>Objet</b>
Kirghizistan	Mise en œuvre d'un projet SPECA, Bichkek, 9-11 avril 2003, 9 et 10 juillet 2003 Mise en œuvre de projets, Bichkek, 3-7 novembre 2003
Lettonie	Services consultatifs durant le Forum sur l'eau en Europe centrale et orientale, Riga, 11-14 septembre 2003
Fédération de Russie	Organisation de l'Atelier «Les eaux transfrontières dans les nouveaux États indépendants» et participation à cet atelier, Moscou, 27 mars-2 avril 2003 Élaboration d'un projet, services consultatifs aux autorités gouvernementales durant la conférence sur les travailleurs de l'eau, Moscou, 6-11 décembre 2003
Espagne	Services consultatifs et mobilisation de fonds durant la réunion des Parties à la Convention CEE sur l'eau, Madrid, 26-29 novembre 2003
Suède	Consultations avec les autorités gouvernementales concernant le financement et la mise en œuvre de projets sur l'eau, Stockholm, 8-10 septembre 2003
Tadjikistan	Services consultatifs durant le Forum sur l'eau et services consultatifs aux autorités gouvernementales, 29 août-3 septembre 2003
Ouzbékistan	Élaboration d'un projet et services consultatifs aux autorités gouvernementales, Tachkent, 2-6 février 2003
<b>Promotion des investissements</b>	
Autriche	Services consultatifs à la réunion du Comité OSCE sur la dimension économique, Vienne, 17 janvier 2003
République tchèque	Services consultatifs au onzième Forum ministériel de l'OSCE, Prague, 20-23 mai 2003
France	Services consultatifs à la Conférence internationale sur les partenariats public-privé, Paris, 13 et 14 mars 2003
Italie	Services consultatifs pour la préparation du deuxième Forum du Groupe consultatif de l'immobilier sur les ressources foncières au service du développement, Rome, 5-7 juin 2003 Services consultatifs à la Conférence au sommet sur les partenariats public-privé dans les transports, Rome, 30 septembre-2 octobre 2003 Services consultatifs pour la réunion préparatoire avec TECHNOBORSA et d'autres donateurs et pour le deuxième Forum du Groupe consultatif de l'immobilier sur les ressources foncières au service du développement, Rome, 30 octobre-1 <sup>er</sup> novembre 2003
Suisse	Services consultatifs à la Conférence «Forum de dialogue: commerce et paix», Zurich, 17 janvier 2003 Services consultatifs au Séminaire CEE/OSCE sur les nouvelles stratégies pour renforcer la sécurité sous ses aspects économiques et environnementaux, Villars, 7 et 8 juillet 2003

Pays	Objet
Thaïlande	Services consultatifs à la conférence de la CESAP sur le rôle des groupes de partenariats public-privé pour fournir des services de base dans la lutte contre la pauvreté, Bangkok, 26-28 mars 2003
Royaume-Uni	Services consultatifs à la conférence annuelle du Groupe européen des associations d'expertises, Londres, 9 et 10 octobre 2003
États-Unis	<p>Consultations à la cinquième Réunion de haut niveau entre l'ONU et les organisations régionales, New York, 29 et 30 juillet 2003</p> <p>Consultations avec les autorités gouvernementales et les organismes donateurs au sujet de la création du Groupe de haut niveau sur les ressources foncières au service du développement, Washington, 13 et 14 octobre 2003</p>
<b>Statistiques</b>	
Albanie	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant l'évaluation de la capacité du système statistique albanais à produire des indicateurs concernant les objectifs du Millénaire, Tirana, 23-29 mars 2003
Bosnie-Herzégovine	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant la première partie de l'analyse globale Eurostat/CEE du système statistique de la Bosnie-Herzégovine, Sarajevo, 25 février-8 mars 2003, et deuxième partie, Sarajevo, 24 avril-3 mai 2003
Kazakhstan	Services consultatifs durant le Séminaire CEE/Banque mondiale sur l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle, Almaty, 28 et 29 avril 2003
Luxembourg	<p>Consultations avec Eurostat au sujet de l'analyse globale Eurostat/CEE du système statistique de la Bosnie-Herzégovine, Luxembourg, 28 janvier 2003</p> <p>Services consultatifs durant la réunion du comité directeur de la mission de suivi et d'observation du recensement en ex-République yougoslave de Macédoine, Luxembourg, 25 mars et 26 septembre 2003</p>
République de Moldova	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant l'élaboration d'une loi sur la statistique, Chisinau, 4-9 novembre 2003
Serbie-et-Monténégro	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant l'élaboration de trois nouvelles lois sur la statistique, Belgrade, 30 juin-3 juillet 2003
Slovaquie	<p>Services consultatifs durant le Forum régional du PNUD sur les objectifs du Millénaire pour le développement, Bratislava, 4-7 février 2003</p> <p>Mise en œuvre du projet commun CEE/PNUD sur les statistiques du développement humain et la description du changement social en Europe centrale et orientale et dans la CEI, Bratislava, 4-11 mai 2003</p>
<b>Facilitation du commerce</b>	
Albanie	Services consultatifs sur les normes du commerce électronique pendant et après la réunion de l'Initiative pour une Europe du Sud-Est en ligne, Tirana, 24 et 25 septembre 2003

Pays	Objet
Bulgarie	<p>Services consultatifs durant la réunion du comité directeur du programme de réforme des douanes bulgares, Sofia, 18 février, 13 et 14 mai et 23 juillet 2003</p> <p>Services consultatifs durant le Forum économique de l'Europe du Sud-Est et la table ronde sur le passage des frontières, et services consultatifs au BulPRO et aux douanes bulgares concernant le projet UNEDocs et d'autres projets, Sofia, 2-5 novembre 2003</p>
France	Services consultatifs durant la onzième réunion du Groupe de travail de la facilitation et de la libéralisation du commerce, 26 et 27 février 2003
Roumanie	<p>Services consultatifs durant la seizième réunion du Comité de coopération mixte du Centre régional SECI de lutte contre la criminalité transfrontalière, Bucarest, 20 et 21 février 2003</p> <p>Services consultatifs durant la réunion de l'Équipe spéciale de lutte contre la fraude au Centre régional SECI de lutte contre la criminalité transfrontalière et élaboration d'un projet SECI sur un système de vérification a posteriori des dédouanements, Bucarest, 22 et 23 mai 2003</p>
	Services consultatifs durant la première réunion commune de l'Équipe spéciale de lutte contre la fraude et de l'Équipe spéciale chargée des fraudes dans les évaluations sous l'égide du Centre régional SECI et élaboration d'un projet SECI sur la fonction de vérification a posteriori des dédouanements, Bucarest, 23 juin 2003
Serbie-et-Monténégro	Services consultatifs durant la Conférence régionale en Europe du Sud-Est sur la libéralisation du régime des visas et la traite des êtres humains au sujet du projet SECI/Pacte de stabilité d'examen du régime des visas, Belgrade, 3 et 4 mars 2003
<b>Transports</b>	
Autriche	<p>Mise en œuvre du projet TER, Graz, 9-11 avril 2003</p> <p>Mise en œuvre du projet SECI de transport sur le Danube, Vienne, 14 avril 2003</p>
Azerbaïdjan	<p>Services consultatifs durant le séminaire sous-régional de la CESAP consacré à un accord international sur le réseau routier d'Asie, Bakou, 26 et 27 mars 2003</p> <p>Mise en œuvre d'un projet SPECA et services consultatifs durant la réunion préparatoire de la Conférence ministérielle internationale pour la coopération sur le transport de transit, Bakou, 27-29 mars 2003</p>
Belgique	<p>Services consultatifs durant la première Conférence ouverte à tous consacrée au système d'information européen sur les politiques de transport, Bruxelles, 13 et 14 février 2003</p> <p>Services consultatifs durant la cinquième réunion du Groupe de coordination des corridors et des zones, Bruxelles, 4 juin 2003</p>
Hongrie	<p>Mise en œuvre du projet TER, Budapest, 23 et 24 janvier 2003</p> <p>Mise en œuvre des projets TEM et TER, Budapest, 15 et 16 septembre 2003</p>



<b>Pays</b>	<b>Objet</b>
Italie	Mise en œuvre du projet TEM, Trieste, 27 et 28 février, 11 novembre et 12-14 novembre 2003 Services consultatifs durant la réunion du Comité des directeurs d'europlateformes, Parme, 7 avril 2003
Pologne	Services consultatifs durant le Forum économique de l'IEC concernant la facilitation des procédures de passage aux frontières dans les chemins de fer dans le cadre du projet TER, Varsovie, 19 et 20 novembre 2003 Services consultatifs durant la deuxième réunion du Groupe de coordination des plans directeurs des projets TEM et TER, Varsovie, 15 et 16 décembre 2003
Fédération de Russie	Services consultatifs durant la troisième Conférence internationale Europe-Asie sur les transports, Saint-Petersbourg, 11-13 septembre 2003
Slovaquie	Mise en œuvre du projet TER, Bratislava, 29 et 30 mai 2003
Suisse	Services consultatifs durant la réunion TER des directeurs généraux des sociétés de chemins de fer des pays d'Europe centrale et du Sud-Est, Lucerne, 28-29 octobre 2003
Turquie	Mise en œuvre du projet SECI de réduction des temps d'attente des trains-navettes aux frontières, Istanbul, 26 mai 2003
Ukraine	Services consultatifs durant la sixième session du Comité directeur de la Zone de transport paneuropéenne de la mer Noire, Odessa, 18 et 19 mars 2003

## Annexe II

**Projets de coopération technique exécutés par la CEE dans le cadre de fonds locaux ou généraux d'affectation spéciale pour la coopération technique et d'autres sources de financement des activités opérationnelles, au 31 octobre 2003**

**Fonds généraux d'affectation spéciale**

Sous-programme	Nom, code et date de création du fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2002 <sup>1</sup>	2003 <sup>2</sup>
1. Environnement	«Un environnement pour l'Europe», EIA, 19 janvier 1993	426 111	271 294
	Compte subsidiaire EMEP «Sources mobiles de la pollution atmosphérique», LPA, 19 janvier 1988	7 776	6 023
	Financement de la mise en œuvre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (EMEP), LRA, 11 novembre 1981	2 159 110	1 188 684
	Compte subsidiaire EMEP relatif aux contributions volontaires au financement des activités relatives aux effets prévues dans le cadre de la Convention, LUA, 25 juillet 1997	47 118	534 627
4. Analyse économique	Appui aux conférences et aux réunions régionales de la CEE, y compris conférence mondiale, GFA, 22 novembre 1994	145 323	45 857
5. Énergie durable	Projet «Efficacité énergétique 21», EEA, 17 janvier 1991	47 118	86 993
6. Développement du commerce	Échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT/ONU), EAA, 12 février 1990	24 332	45 530
7. Bois	Tendances et perspectives du bois à long terme, LTA, 1 <sup>er</sup> mars 1991	48 040	1 750
8. Établissements humains	Établissements humains, EHA, 1 <sup>er</sup> juillet 1975	147 067	166 613
Bureau du Secrétaire exécutif	Activités de suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, WWA, 19 juillet 1999	5 982	6 733
	Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en transition, MEA, 25 septembre 1992	307 644	224 374
<b>Total</b>		<b>3 365 621</b>	<b>2 578 478</b>

### Fonds locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique

Sous-programme	Nom, code et date de création du fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2002 <sup>1</sup>	2003 <sup>2</sup>
1. Environnement	Programme d'études de performance environnementale, EIC, 1 <sup>er</sup> décembre 2000	135 425	124 400
	Projet relatif à la Convention d'Aarhus, E104, 1 <sup>er</sup> mai 2001	494 715	242 970
	Projet relatif à la Convention sur les accidents industriels, E106, 1 <sup>er</sup> juillet 2001	10 455	73 681
	Convention d'Espoo, E115, 9 juillet 2002	64 896	219 373
	Surveillance de l'environnement, E118, 9 juillet 2002	16 008	348 510
	Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE), E126, 1 <sup>er</sup> janvier 2003	–	27 107
	Systèmes de gestion des affaires publiques pour la protection de l'environnement dans le Caucase du Sud, E109, 12 juillet 2002	0	59 420
2. Transports	Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM), ZMB, 28 février 1992	108 529	74 609
	Projet de chemin de fer transeuropéen (TER), ZDB, 23 avril 1993	121 252	129 853
	Transport international routier (TIR) (TIRExB), ZLB, 15 novembre 1998	563 707	616 250
	Plan directeur du projet d'autoroute transeuropéenne (TEM), E129, 9 septembre 2003	–	7 302
3. Statistiques	Séminaire interrégional sur l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle aux pays en transition, E110, 15 octobre 2001	-26 587 <sup>3</sup>	21 989
4. Analyse économique	Groupe des activités relatives à la population: Échantillons de microdonnées provenant de recensements, ZCB, 1 <sup>er</sup> novembre 1993	40 185	107 057
	Programme d'étude de la situation des hommes et des femmes au fil des générations, Groupe des activités relatives à la population, E103, 1 <sup>er</sup> mars 2001	5 334	0
	Projet d'activités relatives à la population et au développement, E125, 19 décembre 2002	–	80 138

Sous-programme	Nom, code et date de création du fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2002 <sup>1</sup>	2003 <sup>2</sup>
5. Énergie durable	Promotion et développement des industries gazières basées sur le marché dans les pays en transition (Centre du gaz), EZB, 15 juillet 1994	363 898	235 290
6. Développement du commerce	Amélioration du financement du commerce et de l'investissement dans le secteur du bois en Russie, ZKB, 28 mai 1996	176 671	160 452
	UNeDocs: Élaboration de formulaires électroniques ONU pour les documents commerciaux, E108, 2 août 2001	3 700	105 059
	Forum international sur la facilitation du commerce et suivi, E111, 13 mars 2002	38 293	98 855
	Formation de responsables de la réglementation des pays d'Europe du Sud-Est et du Pacte de stabilité pour l'usage de bonnes pratiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de règlements techniques, E130, 15 octobre 2003	–	8 605
9. Restructuration industrielle	Développement de l'entreprise via l'Internet, E105, 25 septembre 2001	57 170	18 421
	Projet consultatif de l'immobilier, E117, 15 juillet 2002	17 063	32 430
	Industrie – Restructuration et développement, ZVB, 7 février 1994	124 592	23 557
Groupe de coordination pour les activités opérationnelles	Premier forum de la CEE sur la jeunesse: sécurité, débouchés et prospérité, E113, 13 mars 2002	21 931	0
	Projet relatif à la coopération dans le cadre de l'Initiative d'Europe centrale, E122, 12 juillet 2002	24 542	0
	Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI), E123, 15 juin 2002	25 631	31 536
<b>Total</b>		<b>2 387 410</b>	<b>2 846 864</b>

## Autres sources de financement des activités opérationnelles

Sous-programme	Nom, code et date de création du fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2002 <sup>1</sup>	2003 <sup>2</sup>
3. Statistiques	Statistiques du développement humain et description du changement social en Europe centrale et orientale et dans la CEI (PNUD), UEB/F119, 9 janvier 2001	216 235	37 613
	Évaluation statistique en Bosnie-Herzégovine (PNUD), UEB/E121, 28 mai 2002	30 822	2 229
4. Analyse économique	Génération et identité sexuée: recherche sur les comportements et la qualité de la vie (FNUAP), ZIB, 1 <sup>er</sup> janvier 2000	129 374	246 234
5. Énergie durable	Investissement dans l'efficacité énergétique – Atténuation des changements climatiques (FNUPI), QGA, 9 mars 2000	565 033	136 051
	Suppression des obstacles à la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique au Bélarus (PNUD), UEB/E114, 26 septembre 2001	26 932	0
	Renforcement des capacités pour réduire les principaux obstacles à l'efficacité énergétique dans des logements et systèmes d'alimentation de chaleur en Russie (PNUD) (agent d'exécution – UNOPS), EBB/E120, 28 mai 2002	6 569	0
	Étude de faisabilité des possibilités pour le Bélarus d'adhérer au Protocole de Kyoto (PNUD), UEB/E128, 1 <sup>er</sup> janvier 2003	–	32 730
<b>Total</b>		<b>974 965</b>	<b>454 857</b>

<sup>1</sup> Dépenses de janvier à décembre 2002, d'après l'état des allocations de crédit de l'ONUG au 31 octobre 2003.

<sup>2</sup> Dépenses de janvier à octobre 2003 d'après l'état des allocations de crédit de l'ONUG au 31 octobre 2003.

<sup>3</sup> Le chiffre négatif reflète les économies réalisées lors de la liquidation des engagements non réglés de 2001.

-----